

Hôtel du Nord. La construction d'un patrimoine commun dans les quartiers nord de Marseille

Michèle Jolé

Comment revaloriser les quartiers populaires, trop souvent stigmatisés ? À Marseille, une coopérative d'habitants et de professionnels construit patiemment les quartiers nord comme un patrimoine commun, dont la découverte passe tant par des balades urbaines, que par des séjours en chambres d'hôtes chez l'habitant. Michèle Jolé explique cette démarche innovante et nous invite à découvrir ces quartiers avec un œil nouveau.

À l'origine de cet article, il y a le besoin impérieux de témoigner d'une expérience à la fois collective et personnelle dans le sens où j'ai suivi régulièrement et avec curiosité une aventure, dite patrimoniale, menée dans les quartiers nord à Marseille depuis une quinzaine d'années. Son déploiement implacable et obstiné dans sa diversité et son intensité a défié mes doutes, mes réserves et les a en partie apprivoisés (Jolé 2006). La dernière mouture, et peut-être l'aboutissement qui lui donne son sens plein, « Hôtel du Nord », n'a fait que fortifier mon désir de décrire ce mouvement collectif à ramifications multiples parce que c'est là que j'ai compris comment tout cela se tenait. Je prenais conscience que les quartiers nord de Marseille étaient un véritable laboratoire social et que chacun des termes de « la démarche du patrimoine intégré » dans laquelle s'inscrit cet ensemble prenait un sens singulier et perdait de son caractère labellisé.

Hôtel du Nord, mais qu'est-ce que c'est ? Du tourisme alternatif ?

Ce nom clin d'œil intrigue et déplace l'attendu : ni à Paris, ni un hôtel, ni un film, mais à Marseille, un réseau de chambres d'hôtes dans les quartiers nord, géré par une coopérative : cinq chambres en 2010, quinze en 2011, cinquante prévues pour 2013, année de Marseille Provence, capitale européenne de la culture. « Imaginé en 2009, testé en 2010, Hôtel du Nord s'institutionnalise, en janvier 2011, en une coopérative patrimoniale », comme le dit le site web : hoteldunord.coop. En effet, ce réseau de chambres d'hôtes s'articule sur un travail patrimonial important qui l'a précédé et qui permet une offre multiple au-delà de l'hébergement :

« Pour que patrimoine et hospitalité se conjuguent au présent, concrètement, vous pouvez séjourner dans des chambres d'hôtes patrimoniales, participer à un séjour solidaire, vous balader autrement, consommer les produits locaux et découvrir les textes, les images et les sons issus de la recherche passionnée menée sur ces quartiers... dans l'intérêt de ceux qui vivent dans ces quartiers, y travaillent ou y séjournent. » (hoteldunord.coop)

Ce défi, terme qu'utilisent spontanément les protagonistes, dit le sentiment d'étrangeté que peut provoquer ce projet, du fait de la réputation ou des images qu'évoquent ces quartiers de Marseille qui concentrent une partie importante des grands ensembles de la ville. Celui-ci s'apparente d'une certaine manière à ce qui est appelé, selon les situations, tourisme urbain durable, solidaire, responsable ou participatif et qui commence à prendre forme en France. Ce tourisme alternatif au

tourisme de masse « mise sur la proximité pour faire découvrir l'histoire et le quotidien des lieux et a déjà fait ses preuves dans les grandes villes. Aujourd'hui, de plus en plus d'acteurs associatifs et d'administrateurs s'en inspirent pour changer l'image ternie des banlieues. Ils y voient un moyen pour attirer des visiteurs, mais aussi une opportunité pour renforcer l'appartenance et l'identité dans ces quartiers » (Paracchini 2010).

Le principe de base de ce tourisme est le contact avec l'habitant, « ce qui suppose la participation du visiteur à la vie locale du territoire visité ou celle de la population d'accueil aux activités touristiques, proposées en tant qu'acteurs économiques... », comme l'écrit Hélène Sallet-Lavorel (2003), aujourd'hui responsable du développement du Comité départemental de tourisme de Seine-Saint-Denis. Ces échanges entre population locale (habitants, commerçants, artisans, entrepreneurs, associations, « notables »...) et visiteurs peuvent prendre différentes formes. La plus classique aujourd'hui est l'invitation à des « balades », marches collectives où l'on découvre à la fois la diversité ignorée ou sous-estimée de territoires, des patrimoines inattendus, où l'on rencontre des témoins de la vie des lieux.

Ces projets se sont souvent inspirés d'expériences étrangères, comme les *greeters* à New York, habitants qui bénévolement se proposent pour initier des visiteurs à leur quartier. On peut en citer quelques exemples en France : celui de la Seine-Saint-Denis, qui a mis en place le programme « Douce banlieue » avec beaucoup de succès, puisqu'il comptabilise près de 6 000 visiteurs jusqu'à ce jour, à raison de 180 balades par an. Leur objectif est bien de faire découvrir la complexité de ce département et de dépasser une représentation réduite aux « cités ». Autre exemple, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) du Val-de-Marne, où des jeunes de cités servent de guides pour les balades, en étant formés et payés 100 euros la demi-journée ; ou encore à Toulouse, l'association La Gargouille, etc.

Cependant, dans les quartiers dits populaires, la forme plus classique de tourisme alternatif qu'est la chambre d'hôtes n'est pas aussi répandue que les balades urbaines. Un interlocuteur de Saint-Denis, en comparant les pratiques dionysiennes à celles d'Hôtel du Nord, me disait qu'« ils n'en étaient pas encore là ». Comme si effectivement l'expérience de Marseille était singulière et peut-être pionnière, voire expérimentale comme certains l'affirment. Elle a en tout cas une longue histoire.

Reconstruction d'un territoire et de ses patrimoines ? Une question de méthode ?

L'aventure à Marseille commence en 1995 avec la création d'une Mission expérimentale européenne de patrimoine intégré. Le périmètre est celui du grand projet urbain (GPU), puis l'ensemble des 15^e et 16^e arrondissements, en relation avec la mairie de secteur. Le financement de cette mission est réalisé par la mairie de Marseille par la mise à disposition d'un poste de conservateur du patrimoine. Ce personnage est central pour comprendre le processus qui se met alors en place et qui se poursuit aujourd'hui, le relais étant passé à la Commission du patrimoine de la mairie du 8^e secteur, créée en 2010, après que cette dernière a signé, en septembre 2009, son adhésion aux principes de la convention de Faro¹. « La Commission du patrimoine, présidée par l'élue à la culture de la mairie de secteur, prend ainsi le relais de la dimension de service public » qu'assurait le conservateur de patrimoine (*La Marseillaise* 2011). Elle compte aujourd'hui vingt partenaires, huit communautés patrimoniales², deux fédérations de comités d'intérêt de quartier

¹ La Convention-cadre sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, dite convention de Faro, signée en 2005, est fondée sur trois principes : le droit au patrimoine, la gestion durable et la gouvernance démocratique.

² Une « communauté patrimoniale », expression qui fait partie du vocabulaire de la convention de Faro, est un ensemble de personnes qui se mettent d'accord pour un travail sur un patrimoine.

(CIQ)³, des entreprises et associations, partenaires ponctuels des Journées européennes du patrimoine, les institutions culturelles du secteur et la coopérative Hôtel du Nord⁴.

Je voudrais revenir sur ce personnage clef à mon sens. Celui-ci, ou en l'occurrence celle-là, Christine Breton, est l'élément fédérateur de « ce long travail d'histoire, de recherche, de mémoire et de partage », mené collectivement avec « les habitants », pour mettre en place « l'approche intégrée du patrimoine ». C'est, selon ses propres termes,

« la désignation, l'étude et la valorisation du patrimoine par les habitants eux-mêmes pour contrebalancer le monopole institutionnel... La désignation par les habitants peut ainsi faire émerger des choses nouvelles que les institutions n'auraient peut-être jamais découvertes. Il s'agit vraiment de valoriser une approche citoyenne. » (Breton 2011)

Cette démarche s'est bien sûr inspirée d'expériences menées dans le cadre européen, mais « aucune n'avait été conduite sur des coupes aussi étendues que les 15^e et 16^e arrondissements de Marseille, quartiers passionnants, mais peu fournis en monuments historiques et parcours touristiques... » (Breton 2011). On sort donc d'une définition étroite du patrimoine. Il s'agit plutôt de reconstituer l'histoire complexe, à travers les traces, les mémoires et les archives, de ces quartiers méconnus et de leur diversité : « les campagnes », les bastides, les villégiatures, l'avènement industriel, les infrastructures, les cités ouvrières, les bidonvilles, les grands ensembles, les grosses industries et leur démantèlement successif. Il s'agit de construire la mémoire de ces lieux, appelés encore « villages » et de rendre compte de la vie quotidienne à travers l'histoire industrielle et migratoire, coloniale... avec les intéressés.

Il y avait donc quelque chose à inventer du point de vue de la démarche, de la méthode. Au-delà des savoirs disciplinaires d'historien et de conservateur de patrimoine, au sens classique du terme, d'autres savoir-faire devaient s'inventer. La tâche essentielle consistait à mobiliser et à mettre en relation les gens concernés, qu'il fallait d'abord reconnaître et motiver, autour d'objets à identifier, à explorer, à valoriser et à présenter à un public – lui-même à constituer – pour faire de toutes ces découvertes un bien commun. Cette mission se faisait, en effet, dans le cadre du service public qu'incarnait le conservateur engagé par la mairie. Cette dernière, habitée par cette mission publique et avec les caractéristiques d'« un entrepreneur public de changement » (Jolé, Tonnelat et Newman 2009), mit en œuvre, de façon pragmatique et progressivement, ce qu'on peut désigner aujourd'hui avec du recul comme un double principe d'action, structurellement lié : organiser ce que nous appellerons « une communauté locale d'enquêteurs » pour reprendre les termes de John Dewey (2003) et construire un public. Avec la conviction de l'importance cruciale de la présence sur le terrain. Pour cela, elle demanda qu'on lui installe un local préfabriqué à Saint-André où elle implanta son bureau.

La construction d'une « communauté d'enquêteurs locaux »

Il s'agissait alors d'initier un processus d'identification de ce qui peut faire patrimoine. Cela suppose une faculté organisatrice de l'action collective, une constance face à ce qui peut s'avérer désagréable, difficile. Cela suppose aussi un doigté qui, pour être efficace, demande une certaine discrétion dans le travail d'impulsion lorsque le fondement moral est une distribution démocratique des initiatives et de la capacité d'invention. Le travail se produit en ondes successives comme une pierre jetée dans l'eau provoquant des vibrations contagieuses qui vont en élargissant le cercle, comme si les mouvements s'engendraient eux-mêmes.

Cette construction s'est ainsi faite par une avancée progressive dans le temps et dans l'espace, que la conservatrice qualifie d'effets de tache d'huile, d'autres de « boule de neige », de « tissage

³ Le CIQ sert d'intermédiaire entre les habitants d'un quartier et les élus locaux. Il intervient dans tous les domaines de la vie quotidienne. Les CIQ à Marseille ont un rôle important.

⁴ À son actif : demande de classement et d'inscription, dépôt du dossier pour la route du savon à Marseille Provence 2013, Hôtel du Nord, projet de mise en valeur de la cascade des Ayalades, etc.

qui va en se densifiant ». Elle va couvrir progressivement tout le territoire des quartiers nord, s'appuyant soit sur des monuments (église Saint-Louis, cité-jardin de Saint-Louis, grotte des Carmes aux Aygalades, le Chaudron à l'Estaque), soit sur des sites (le canal, le ruisseau des Aygalades, la mer et son port), soit sur des quartiers identifiés comme tels (Saint-André, Verduron, Mourepiane), soit sur des cités connues pour leur architecture de grands ensembles des années 70 (cité Consolat, Castellane, Plan d'Aou, les Créneaux, La Viste, Campagne Lévêque), soit sur des lieux industriels (passés, présents, comme le terril de l'industrie d'alumine, les savonneries, etc.) et les associations comme Arnavant⁵.

Les partenaires se diversifient et des greffes successives se font. Habitants et associations sont sans doute au départ les interlocuteurs les plus légitimes pour rendre compte de leurs lieux de vie quotidienne et de leur histoire (exemple des femmes de Saint-André qui retracent l'histoire de leurs écoles, les femmes de Saint-Louis qui se mobilisent pour défendre leur cité-jardin). Le monde associatif est riche dans ces quartiers (culturel, social, de proximité). Des figures y émergent qui souvent cumulent les responsabilités dans différentes structures et qui conséquemment sont eux aussi, à leur échelle, ce que j'appelle « des entrepreneurs publics de changement ». Je pense, par exemple, au cas de Mourepiane, qui en un an a su proposer sept chambres d'hôtes grâce à un « leader » qui, à la fois membre d'une association comme Cap Nord⁶ et sociétaire de la coopérative Hôtel du Nord, a fait un véritable travail de prospection dans son quartier, grâce à ses réseaux de voisinage et associatifs. De plus, les associations se sont regroupées et forment ainsi ce qu'elles appellent des « communautés patrimoniales », aujourd'hui au nombre de huit. Même le vocabulaire s'invente.

Très tôt, pour conforter « ces enquêteurs locaux », se sont associés des artistes (photographes, artistes de la rue⁷...), des universitaires et des professionnels de l'urbanisme, du paysagisme, du design, des sciences sociales, souvent par l'intervention d'étudiants ou de jeunes diplômés, curieux, enthousiastes, inventifs. Ils proposent des mises en forme, voire même des projets d'intervention sur ces patrimoines. Puis, progressivement, le cercle institutionnel s'est élargi et s'est activé. Marseille Provence 2013 choisit, par exemple, des séjours Hôtel du Nord pour des délégations étrangères tunisiennes, marocaines, slovaques, via Euromed Conseil⁸.

Enfin, à partir de 2006, un des journaux locaux, *La Marseillaise*, s'engage et va suivre ce travail, pouvant même y contribuer de par sa vocation professionnelle d'enquête. En 2011, lors des Journées européennes du patrimoine, le journal sort un numéro spécial, un « collector », qui rassemble tous les articles et enquêtes, publiés depuis 2007, sur « ce projet simple, concret et risqué, révolutionnaire, qui bouscule les règlements en vigueur autant que les idées reçues et, du coup, qui mobilise de belles énergies. » Rôle fondamental que va jouer ce journal dans la construction du public avec laquelle cette entreprise prend tout son sens. Comme d'ailleurs celui qui a été confié à Civic City⁹ pour la confection de l'image Hôtel du Nord. Toutes ces contributions se faisant dans la conviction peut-être militante de participer à une œuvre collective.

⁵ Arnavant est une association d'entrepreneurs de la zone d'activités Arnavaux, créée dans les années 80 pour promouvoir le site industriel. La cité de la Visitation, dont parle un des témoignages de visiteurs sur le site Hôtel du Nord, est insérée dans cette zone.

⁶ Cap Nord est une association de défense du cadre de vie des 15^e et 16^e arrondissements.

⁷ La Cité des arts de la rue se trouve aux Aygalades.

⁸ Euromed Conseil est une association qui promeut les échanges euro-méditerranéens. Elle est prestataire de services pour la coopérative Hôtel du Nord.

⁹ Civic City – Civic Design est un réseau international de chercheurs et de professionnels prônant un design citoyen.

Des publics, des partenaires clefs

Ce travail sur le terrain donne lieu, bien sûr, à des publications¹⁰, des classements, des créations artistiques. Mais dès le départ, la responsable du programme a le souci de partager le travail en cours avec un public, en l'amenant sur le terrain même de l'exploration et de tenter d'en faire un véritable acteur, en le mettant, lui aussi, dans l'action. La marche collective ainsi s'est très vite imposée comme instrument idéal de restitution. Il s'agissait de trouver non seulement, dit la conservatrice, « une écriture spécifique de l'histoire, mais, par extension, des formes de valorisations vivantes. Le patrimoine, ça se découvre avec les pieds ». Découvrir les patrimoines devient ainsi une expérience collective et sensible dans la mesure où chacun engage son corps.

La marche patrimoniale va se déployer et prendre différentes formes au cours des années : marches avec des étudiants, des acteurs institutionnels ; marches dans le cadre d'ateliers photo de la Ville invisible, « En marchant, en regardant » (Jolé 2003). Elles vont, à partir de 2000, se faire aussi dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, qui deviennent le haut lieu de la visibilité patrimoniale des quartiers nord. De modestes, comme celles tenues à Saint-André, puis aux Aygalades, à Saint-Louis, elles vont se multiplier et se complexifier, avec des prises en charge par les associations elles-mêmes. Elles vont également être intégrées progressivement dans un ensemble d'autres manifestations comme un salon du livre, des performances artistiques, des lectures, des expositions, des repas et fiestas... Les Journées patrimoniales des 16, 17 et 18 septembre 2011, dont le thème fédérateur pour les deux arrondissements est « La Mer côté nord », témoignent de cette complexification : à côté des expositions, sept marches (qui restent les moments forts, puisqu'elles ont attiré près de 3 000 personnes) ont été offertes sur des thèmes variés : « L'usine Martin Frères (une usine fabrique de l'urbain) », « Aux Aygalades », « Quand l'art et la foi rencontrent le mouvement ouvrier », « Les riverains du Ruisseau », « Mourepiane, balcon sur la mer », « L'Estaque », « Vues sur Mer », etc.

C'est sans aucun doute le succès de ces marches qui a fait surgir l'idée des chambres patrimoniales et donc d'Hôtel du Nord, lieu de convergence de toute cette histoire. Comme le dit le conservateur du patrimoine :

« Hôtel du Nord est plutôt venu d'un désir que d'une nécessité. À force de recevoir des personnes étrangères aux quartiers pour des balades et des découvertes, nous avons pris goût à l'hospitalité. C'est de là qu'est venue l'idée de les recevoir dans les maisons. Le sens de cette hospitalité est l'offre de « séjours patrimoniaux » dont les balades font partie, ainsi que le savoir que développe l'hôte. »

Des balades aux chambres d'hôtes et inversement : la boucle est bouclée

Nous comprenons sans doute mieux la singularité de cette expérience marseillaise qui, à partir de la redéfinition du patrimoine et de sa reconquête, tente avec ambition et modestie de reconstruire un territoire, à travers un enchevêtrement de sociabilités, de ressources économiques, de réparations symboliques par les changements d'image. « L'intégration » dont se réclame la démarche, comme nous l'avons remarqué en introduction, prend un autre sens. Intégration non seulement des multiples formes de patrimoine et de ses restitutions aux publics, intégration non seulement des multiples forces sociales, économiques et politiques des quartiers, mais également intégration du territoire. Les chambres d'hôtes patrimoniales en sont un bon exemple :

« Nous ne sommes pas dans une optique privée quand nous ouvrons les portes de nos maisons. Il s'agit d'accueillir les gens chez nous dans une perspective collective, à l'échelle d'un

¹⁰ Depuis 2010, le processus d'édition s'accélère. Les Éditions Communes commencent à publier sous le label Hôtel du Nord « des récits d'hospitalité », tout le travail entrepris avec Christine Breton : *Au ravin de la Viste, La ville perchée, Imagine un désert, Le livre du Ruisseau*, etc.

territoire, au sein d'un ensemble. En cela, c'est différent d'un système classique de chambres d'hôtes, ce sont des chambres patrimoniales si l'on peut dire. Nous ne sommes ni dans une approche nostalgique du patrimoine qui consisterait à présenter un réseau de bastides avec vue sur la mer, ni dans une démarche de type action sociale qui montrerait exclusivement des cités HLM. Nous sommes dans une démarche de patrimoine intégré qui travaille à partir des réalités d'un territoire. » (Breton 2011)

Ces réalités sont multiples comme en témoignent les chambres d'hôtes patrimoniales qui sont de différents types (petite maison, villa, bastide, appartement en cité¹¹). Elles couvrent, en effet, les différents quartiers comme le confirme la carte ci-dessous et expriment bien la diversité des paysages, des architectures et des milieux sociaux qu'elles concernent. Le dénominateur commun déterminant est l'adhésion des hôtes à un principe de charte dont le cœur est le devoir d'hospitalité, à la fois individuelle et collective. Il existe à cet effet une « École des hôtes ».



Carte des chambres d'hôtes sur le site hoteldunord.coop

Le patrimoine doit bien, dans cette démarche, rester un bien commun. Les visiteurs eux-mêmes sont pris dans ces réseaux. Deux très riches témoignages consultables sur le site de la coopérative (<http://hoteldunord.coop/produit-2/e-contributions>), l'un d'une visite d'une nuit et une matinée à la cité de La Visitation et l'autre d'un séjour de plusieurs jours dans une villa à Mourepiane, convergent sur le sentiment d'avoir été immergés dans un ensemble, patrimonial mais surtout social, grâce aux visites, aux marches, aux publications et aux festivités. Ces visiteurs deviennent ainsi des partenaires actifs de reconnaissance d'un « territoire ». Ils sont, en effet, pour reprendre des termes de Stéphane Tonnelat (2011), « témoins de la puissance partageable qu'un espace public au sens plein peut donner aux aspirations d'un quartier à l'existence pleine et entière », même dévalorisé par la stigmatisation. À suivre...

¹¹ Samia Ghali, maire-sénatrice du 8^e secteur, s'est engagée à faire au Sénat une proposition de loi qui rendrait possible occasionnellement l'activité de chambre d'hôtes en logement social, avec à chaque fois l'accord du bailleur, car sous-louer aujourd'hui est illégal.

Bibliographie

- Breton, C. 2011. « Dormir la tête au nord ? », entretien in *Esprit de Babel*, n° 4, p. 10.
- Dewey, J. 2003 [1925]. *Le public et ses problèmes*, Pau : Éditions Farrago/Université de Pau.
- Jeudy, H. P. 2006. « Patrimoine et voyeurisme », *Libération*, 15 septembre.
- Jolé, M. 2003. « Marseille : En marchant, en regardant », *Urbanisme*, n° 333.
- Jolé, M. 2006. « Sur les traces d'un patrimoine, vivant et "écologique" », *Urbanisme*, n° 356.
- Jolé, M., Tonnelat, S. et Newman, A. 2009. « Le public des jardins de Paris, entre observation et action », rapport de recherche pour le conseil scientifique de la mairie de Paris.
- La Marseillaise*. 2011. « L'Hôtel du Nord, une aventure à suivre », supplément gratuit et rétrospective des publications depuis 2007, 17 septembre.
- Paracchini, A. 2010. « Et si le tourisme changeait les regards sur la banlieue ? », *Rue 89*, 5 septembre. Consulté le 15 décembre 2011. URL : <http://www.rue89.com/passage-a-lacte/2010/09/05/et-si-le-tourisme-changeait-les-regards-sur-la-banlieue-164483>. Voir aussi les réactions en ligne, dont « Tourisme contre voyage ? ».
- Sallet-Lavorel, H. 2003. *Pour un tourisme participatif en Île-de-France. Encourager le rapprochement entre visiteurs et Franciliens*, Étude IAURIF.
- Tonnelat, S. 2011. « Rendre la durabilité publique. La plateforme d'observation du Bayou à la Nouvelle-Orléans », *Métropolitiques*, 1^{er} juin. Consulté le 15 décembre 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Rendre-publique-la-durabilite-La.html>.

Pour en savoir plus :

Site de la coopérative Hôtel du Nord : <http://hoteldunord.coop>.

Michèle Jolé, chercheure associée au LAVUE – CRH (CNRS), sociologue de l'urbain pendant de longues années, s'intéresse depuis quelques temps à la socio-ethnographie et à la marche comme exploration analytique et poétique d'un territoire. (« Regarder », *Urbanisme* n° 370, janvier/février 2010 ; « Le destin festif du canal Saint-Martin », *Pouvoirs* n° 116, janvier 2006).

Pour citer cet article :

Michèle Jolé, « Hôtel du Nord. La construction d'un patrimoine commun dans les quartiers nord de Marseille », *Métropolitiques*, 4 janvier 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Hotel-du-Nord-La-construction-d-un.html>.